

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 14/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DS SMITH PAPER ROUEN

Rue Desire Granet
B.P. 551
76800 Saint-Étienne-Du-Rouvray

Références : UDRD-2025-10-T-555
Code AIOT : 0005801044

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/09/2025 dans l'établissement DS SMITH PAPER ROUEN implanté Rue Désiré Granet BP 551 76800 Saint-Étienne-du-Rouvray. L'inspection a été annoncée le 18/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite à la mise en demeure du 31 juillet 2024 et aux inspections réalisées le 23 novembre 2023 et le 21 mai 2024, respectivement sur le sujet de la défense incendie et des rejets en eau de l'usine.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DS SMITH PAPER ROUEN
- Rue Désiré Granet BP 551 76800 Saint-Étienne-du-Rouvray
- Code AIOT : 0005801044
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

Le site DS SMITH PAPER ROUEN produit de la pâte à papier et du papier à partir de déchets entrant de balles de papier. Le site est autorisé au titre de plusieurs rubriques ICPE, notamment au titre de la rubrique 3610 relative à la fabrication du papier.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Arrêté mise en demeure extinction automatique	AP de Mise en Demeure du 31/07/2024, article 1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Levée de mise en demeure	3 mois
6	Bouches à incendie et extincteurs	Arrêté Préfectoral du 29/12/2022, article 5.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Propreté des installations	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 3-12	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Liste des détecteurs et contrôle	Arrêté Préfectoral du 29/12/2022, article 5.2.9	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
3	Implantation des détecteurs et report d'alarme	Arrêté Préfectoral du 29/12/2022, article 5.2.9	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	déclarations GIDAF	Arrêté Préfectoral du 29/12/2022, article 3.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
5	Mesure du débit	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 51	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'arrêté de mise en demeure du 31 juillet 2024 a été respecté par l'exploitant. Néanmoins, le compte rendu de vérification semestrielle du système d'extinction automatique réalisée le 16 juin 2025 selon le référentiel FM GLOBAL indique que des non-conformités peuvent mettre en échec le

système. Aussi, il est proposé à M. le Préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant de se conformer à l'article 68 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 sous 1 an. Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant de justifier le respect du débit attendu au niveau de ses hydrants et de veiller à l'accessibilité des moyens de défense incendie et à la propreté du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Arrêté mise en demeure extinction automatique

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 31/07/2024, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Extinction automatique
Prescription contrôlée : La société DS SMITH PAPER ROUEN, dont le siège social est situé rue Désiré Granet, à SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY (76800), est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 68 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé, en rendant opérationnel son système d'extinction automatique. Cette prescription sera réputée satisfaite si l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">- lève les non-conformités relevées dans le compte rendu de vérification périodique du 26 février 2024 et risquant de mettre en échec le système sous un délai de 1 an à compter de la notification du présent arrêté ;- et transmet à l'inspection un plan d'actions pour lever les autres non-conformités relevées dans le rapport précité et ne risquant pas de mettre en échec le système sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, avec une échéance de mise en œuvre dans un délai n'excédant pas 9 mois.
Constats : Rappel des non-conformités relevées dans le compte rendu de vérification périodique du 26 février 2024 et risquant de mettre en échec le système : « - aucun document technique relatif aux différentes interventions n'a été présenté par l'exploitant ; - en l'absence des besoins hydrauliques de l'installation, le vérificateur ne peut se prononcer sur la couverture hydraulique des sources d'eau ; - il convient de revoir le fonctionnement du dispositif d'amorçage de la pompe source B1 little horse ». L'exploitant a transmis par courriel du 15 juillet 2025 le rapport de contrôle semestriel du système d'extinction automatique du site. Celui-ci ne fait plus apparaître les non-conformités risquant de mettre en échec le système relevées dans le compte rendu de vérification périodique du 26 février 2024. Néanmoins, une nouvelle non-conformité risquant de mettre en échec le système concernant le dimensionnement de l'installation est apparue. En séance, l'exploitant indique être encore en attente d'une offre de son prestataire pour le dimensionnement de l'installation. Il fournit par courriel du 2 octobre 2025, un planning de mise en conformité dépassant 1 an (échéance mi-novembre 2026), avec une pré-étude de dimensionnement de 5.5 mois. Il est rappelé à l'exploitant qu'il s'agit de la mise en conformité de son site sur l'aspect de la défense incendie : les délais annoncés nécessitent d'être resserrés. Ainsi, l'installation d'extinction automatique de la papeterie présentant une non-conformité risquant de mettre en échec le système, elle n'est pas conforme à l'article 68 de l'arrêté du 4 octobre 2010. Il est proposé à M. le Préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant

de se conformer à cet article sous 1 an.

Dans son courriel du 30 juillet 2025, l'exploitant indique mettre en œuvre des mesures compensatoires afin d'assurer la sécurité du site.

« 2 MotoPompes avec pour chacune un débit de 120 m³/h donc 2000L/min.

Les 2 Bouches Incendie utilisées seront :

- BI 322P avec un débit de 140m³/h
- BI 323P avec un débit de 145m³/h

Le matériel sera positionné, déjà déroulé/préparé et prêt à être mis en eau.

Une instruction sera mise en place et diffusée aux équipiers de Seconde Intervention (ESI) ».

En séance, l'exploitant déclare que ces mesures ont été mises en œuvre à compter du 6 août 2025.

En séance, l'exploitant a présenté le rapport de contrôle des débits des poteaux incendie, du 21 janvier 2025, permettant de justifier le débit annoncé.

Bouche n°3 (ou BI 323P) : 177 m³/h sous 1 bar pression 25 bar

Bouche n°2 (ou BI 322P) : 143m³/h sous 1 bar pression 23 bar.

L'exploitant a présenté un plan permettant de faire le lien entre l'ancienne et la nouvelle numérotation de ses bouches à incendie.

L'exploitant a fourni par courriel du 17 septembre 2025, un rapport de vérification du débit en simultané des BI 322 et 323 en date du 12/09/2025. L'addition des deux bouches permet d'atteindre un débit de 383 m³/h.

Il a également fourni la documentation technique du groupe motopompe remorquable indiquant qu'il peut fournir un débit de 2000 l/min, soit 120m³/h.

Lors de la visite, il a été constaté l'installation des moyens de secours annoncés comme mesures conservatoires. Les tuyaux déroulés permettent d'atteindre l'entrée Nord du bâtiment. Des rouleaux supplémentaires sont présents pour atteindre l'entrée Ouest. Les instructions de mise en œuvre sont présentes sur place. Ces mesures conservatoires semblent adaptées au risque à couvrir, mais devront être validées par le SDIS 76. L'exploitant déclare que si les équipiers de seconde intervention ont bien été informés, aucun exercice de mise en œuvre n'a encore eu lieu.

L'inspection des installations classées invite l'exploitant à réaliser cet exercice rapidement.

Rappel des non-conformités relevées dans le compte rendu de vérification périodique du 26 février 2024 et ne risquant pas de mettre en échec le système :

- *Moteur B2 VOLVO :*
 - *repandre la fixation de la platine au plafond fixant la canalisation de refoulement de la source et reprendre la tuyauterie d'échappement fortement oxydée et cassée à l'extrémité.*
 - *L'alarme sonore de non démarrage du moteur ne fonctionne pas sur l'armoire du local sources et le report de non démarrage apparaît bien sur l'armoire du local source mais n'est pas retransmise au poste de garde.*
- *Remédier à l'oxydation importante de canalisation principale au niveau du poste 14 sur une dizaine de mètres.*
- *Refixer les supports d'antenne(poteau F9/H9) dans le couloir convoyeur.*
- *Les bureaux et local détente du bâtiment « machine 5 », le nouveau bureau laboratoire, la salle de contrôle bobineuse et les deux centrales hydrauliques ne sont pas protégées.*

A ces points, l'exploitant a répondu par courrier du 30 janvier 2025 indiquant les actions mises en œuvre. L'ensemble des points avaient été corrigés à l'exception de l'extension du système d'extinction automatique à tous les locaux du bâtiment « machine 5 » et aux centrales hydrauliques.

En séance, l'exploitant a présenté les commandes pour l'extension du système d'extinction automatique aux bureaux, local détente du bâtiment « machine 5 », nouveau bureau laboratoire,

<p>salle de contrôle bobineuse et aux deux centrales hydrauliques.</p> <p>Les travaux sont budgétés sur l'année 2025, aussi la facture doit être acquittée cette année. Par courriel du 17 septembre 2025, l'exploitant a fourni un calendrier de réalisation des travaux. Ceux-ci doivent être achevés semaine 49.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de fournir une attestation de conformité de l'installation au référentiel FM Global à l'issue des travaux.</p> <p>En conclusion, l'arrêté de mise en demeure du 31 juillet 2024 a été respecté par l'exploitant. Cependant, le compte rendu de vérification semestrielle de son système d'extinction automatique réalisée le 16 juin 2025 selon le référentiel FM GLOBAL indique que des non-conformités peuvent mettre en échec le système. Aussi, il est proposé à M. le Préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant de se conformer à l'article 68 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 sous 1 an. Dans l'attente, les mesures compensatoires mentionnés ci-dessus seront définies dans un autre arrêté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°1 : l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de réaliser un exercice de mise en œuvre des mesures compensatoires au défaut du système d'extinction automatique sous 3 mois.</p> <p>Demande n°2 : l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de fournir une attestation de conformité de l'installation d'extinction automatique au référentiel FM Global à l'issue des travaux d'extension, sous 3 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Levée de mise en demeure</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Liste des détecteurs et contrôle

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2022, article 5.2.9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de la détection incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/11/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 12/02/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire, ou concourant à la protection (local de la pomperie incendie, local des alimentations de secours, etc.) dispose d'un dispositif de détection de substance particulière/fumée/d'incendie. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, détermine et met en œuvre les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les</p>

dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de la visite du 28 novembre 2023, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de justifier sous 1 mois que le dispositif de détection et de sécurité « Coupure Ventil Clim Elec Méthaniseur » est opérationnel. L'exploitant a présenté en séance le rapport de vérification de la détection incendie, intervention du 6 et 7 mai 2025. Le détecteur "Ventil Clim Elec Méthaniseur" a été contrôlé conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Implantation des détecteurs et report d'alarme

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2022, article 5.2.9
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de la détection incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/11/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 12/02/2024
Prescription contrôlée : DéTECTEURS incendie Un système de détection automatique incendie conforme aux référentiels en vigueur est mis en place dans les bâtiments suivants : <ul style="list-style-type: none"> - tous les locaux électriques : Local HTA, local TGBT y compris faux plancher technique, loges transformateurs, local électrique du stockage biomasse ; - l'ensemble des bureaux, y compris salle de contrôle et réfectoire ; - l'atelier ; - pour le local de stockage biomasse : les silos, les locaux hydrauliques (surveillance locale), la zone de préparation (surveillance locale) - pour le bâtiment chaufferie biomasse : en toiture, le dessus du silo biomasse (surveillance locale), la zone du brûleur de démarrage (surveillance locale) - le local chaufferie gaz (abritant les chaudières 14, 15 et 16) . L'exploitant, dans l'exploitation des stockages et réacteurs, respecte les conditions de fonctionnement de ces détecteurs. L'ensemble des alarmes sera retransmis en salle de contrôle à l'ECS (Équipement de Contrôle et de Signalisation) de la protection incendie. Des alarmes lumineuses et sonores seront activées dans les locaux concernés.
Constats : Lors de la visite du 28 novembre 2023, l'inspection des installations classées avait demandé à

<p>l'exploitant de mettre en place une traçabilité des défauts enregistrés et des actions mises en œuvre pour remettre l'installation en conformité.</p> <p>Un outil a été mis en place par l'exploitant, piloté par la responsable HSE du site. Il s'agit d'un registre informatique de suivi "Historiques alarmes et défauts". Cependant, cet outil ne permet pas un pilotage pérenne et robuste de l'action car il repose sur une seule personne. Si l'outil a correctement été alimenté au début de sa mise en place, il est aujourd'hui peu utilisé. Certaines actions mises en œuvre n'y sont pas renseignées.</p> <p>L'exploitant est invité en séance à poursuivre sa réflexion sur le développement d'un outil de traçabilité des défauts enregistrés et des actions mises en œuvre concernant les alarmes du site.</p> <p>Concernant les défauts observés lors de la visite de 2023, seul le défaut concernant un défaut de batterie à la centrale esclave 3 est persistant.</p> <p>L'exploitant a remplacé les batteries et malgré plusieurs interventions de son prestataire, le défaut persiste.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant est invité à se rapprocher du prestataire pour supprimer le défaut au niveau de la centrale.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : déclarations GIDAF

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2022, article 3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, rejets eau</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 21/05/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 20/07/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.</p> <p>Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.</p> <p>Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.</p> <p>Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.</p> <p>Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.</p> <p>Les eaux résiduelles respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet</p>

au milieu considéré).

Point de rejet référencé n°1 :

température maximale : 35 °C,

pH : 5,5 à 8,5

Paramètres	Flux spécifique annuel (kg/t)	Concentration maximale journalière (mg/l)	Flux maximal massique journalier (kg/j)
MES	0,45	70	630
DCO	1,4	200	1900
Azote global NGL	0,09	15,0	130
Phosphore	0,008	1,4000	13
AOX	0,005	0,8500	2
DBO5	0,2	34,000	300
Indice phénols	0,00035	0,0600	0,51
HCT	0,007	1,200	11

Débit spécifique (m ³ /t)	Débit maximal (m ³ /j)
10 (valeur de référence annuelle)	10000

Constats :

Depuis la visite du 21 mai 2024, des dépassements aux valeurs limites d'émission n'ont eu lieu qu'en deux occasions :

- 1 dépassement en flux d'AOX en août 2024 ;
- 1 dépassement en flux de phosphore et d'azote total en octobre 2024.

L'exploitant indique ne pas avoir déterminé la cause du dépassement d'août (aucun surdosage du traitement de l'eau n'explique ce pic) mais que le dépassement d'octobre est dû au redémarrage des machines qui a généré de forts flux de rejet (à concentration conforme toutefois).

La disposition visant à ce que « 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle. » est donc respectée.

Le contrôle inopiné de mai 2024 ayant été invalidé à cause du mouvement de remontée de la Seine, a été renouvelé en septembre 2024. Les résultats sont conformes à l'arrêté préfectoral.

Les rapports de l'exploitant indiquent des dépassements en flux spécifique. Néanmoins, les valeurs limites prescrites sur ces flux sont annuelles et non mensuelles. Aussi, il est proposé que l'inspection des installations classées modifie le cadre de déclaration GIDAF afin d'inclure ces valeurs limites annuelles et éventuellement les valeurs limites de flux spécifiques (rapportés à la production de papier).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mesure du débit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 51

Thème(s) : Risques chroniques, Réglage

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 21/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 20/09/2024

Prescription contrôlée :

Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons sont équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues aux articles 58, 59 et 60 dans des conditions représentatives.

Constats :

Par courrier du 10 juillet 2024, l'exploitant a répondu aux demandes formulées lors de la visite du 21 mai 2025. Il indique que pour ne pas diluer l'effluent au venturi par les eaux de pluie, il faudrait renvoyer les eaux pluviales amont vers le réseau des eaux pluviales aval. Cela nécessiterait l'installation d'un nouveau réseau et des pompes.

Pour ne pas diluer l'effluent au venturi par le rabattement de nappe de la barrière hydraulique en

aval du site, l'exploitant propose de supprimer ce rabattement, ce qui n'est pas possible au regard des enjeux de protection du captage d'eau potable de la Chapelle. L'autre solution serait de créer un nouveau réseau afin de renvoyer l'eau de nappe directement en Seine et de mettre un asservissement au niveau de la bêche d'alimentation du site. Cette solution nécessiterait une étude qui doit faire l'objet d'une demande d'investissement.

En séance, l'exploitant présente les différentes solutions sur un plan des réseaux.

Ces opérations de création s'avèrent complexes du fait de l'encombrement du site, aussi bien en aérien qu'en sous-sol.

Par ailleurs, l'exploitant indique que toute modification de ses points de rejet ne modifiera pas le résultat du flux massique des rejets aqueux. Aussi la surveillance actuellement mise en place est pertinente et le coût du projet d'amélioration apparaît disproportionné. Le débit de rejet du site peut être obtenu par calcul en sommant les débits d'alimentation des méthaniseurs puis en leur soustrayant les débits alimentant les réservoirs de boues biologiques (R14) et d'eau recyclée (R13). Tous ces débits sont mesurés par des débitmètres électromagnétiques avec un suivi métrologique. Aussi, il est proposé que l'inspection des installations classées modifie le cadre de déclaration GIDAF afin de créer un paramètre spécifique au débit issu de la production du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Bouches à incendie et extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2022, article 5.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens précisés comme ci-après :

[...]

- un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel et alimenté par les 2 réserves précitées. Ce réseau comprend au moins :
 - une pomperie incendie capable de fournir aux lances et autres équipements un débit total simultané de 600 m³/h avec une pression en sortie de 2,4 bars minimum en sortie de pompe ;
 - 6 poteaux incendies de 100 mm normalisés (NFS 61.213) délivrant un débit minimum de 60 m³/h sous un bar dynamique. Ces hydrants doivent être judicieusement répartis autour des bâtiments ou des stockages à défendre et être implantés à moins de 5 mètres d'une voie accessible aux engins de secours et entre 20 m et 100 m de ces bâtiments ou stockages. Ces moyens doivent permettre de délivrer un débit total minimum de 360 m³/h. Le réseau d'eau incendie est maillé et sectionnable tant en ce qui concerne l'eau de protection que la solution moussante. Il est protégé contre le gel et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture lors d'un sinistre par exemple puisse être isolée. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé ;

[...]

Les équipements de lutte contre l'incendie sont opérationnels, entretenus et maintenus en bon état aussi souvent que nécessaire, repérés et facilement accessibles en toute circonstance.

Un plan des moyens de lutte contre l'incendie est tenu en permanence, de façon facilement accessible, à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et

de secours.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que les moyens de défense incendie du site (poteaux et bouches à incendie) sont en mesure de délivrer un débit total minimum de 360 m³/h.</p> <p>L'exploitant indique que les mesures de débit des bouches et poteaux incendie ne sont jamais réalisées avec plusieurs hydrants en simultané.</p> <p>Par ailleurs, dans le magasin de stockage, il a été constaté la présence d'une bobine papier devant un extincteur, le rendant inaccessible.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°3 : l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de justifier la capacité de son réseau d'hydrants à fournir un débit de 360m³/h sous 1 mois.</p> <p>Demande n°4 : l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de veiller à la conformité de son stockage de papier en rendant les extincteurs accessibles. L'action est à réaliser immédiatement et le justificatif de mise en conformité à transmettre sous 1 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Propreté des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 3-12
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Propreté de l'installation</p> <p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes, de poussières ou de déchets. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.</p> <p>Toutes les précautions sont prises pour éviter les risques d'envols de déchets, notamment lors de leur enlèvement mais aussi dans leur gestion usuelle par l'exploitant.</p> <p>Toutes dispositions sont prises en permanence pour empêcher l'introduction et la pullulation des insectes et des nuisibles, ainsi que pour en assurer la destruction.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté des déchets générés par l'exploitant hors des bennes prévues à cet effet.</p> <p>Il a également été constaté des déchets pouvant provenir aussi bien des déchets générés par l'exploitant que des déchets reçus, sur les sols extérieurs.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>Demande n°5 : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de procéder au nettoyage de son site et de mettre en place une mesure pérenne afin d'éviter l'envol des déchets. Les justificatifs de mise en conformité sont à transmettre sous 1 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>